

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 Chartres

Chartres, le 17/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

UVEA

Chemin Saint Mathurin
28150 Ouarville

Références : IC250735
Code AIOT : 0010000473

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement UVEA implanté Chemin Saint Mathurin 28150 Ouarville. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- UVEA
- Chemin Saint Mathurin 28150 Ouarville
- Code AIOT : 0010000473
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Unité de valorisation énergétique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 7.1.1	Demande d'action corrective	15 jours
3	Installation électrique	AP Complémentaire du 05/05/2004, article 9.5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
5	Natures des déchets admissibles	AP Complémentaire du 19/01/2024, article 4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Prévention des risques	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Prévention de la pollution de l'air	AP Complémentaire du 05/05/2004, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.2	Sans objet
4	Consommation d'eau	Arrêté Préfectoral du 05/05/2004, article 11.1.A	Sans objet
6	Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
7	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III	Sans objet
8	Données de prélèvement	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15	Sans objet
9	Les installations exemptées	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans le tableau ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Évaluation périodique des conditions d'exploitation autres que normales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.2
Thème(s) : Autre, Actions nationales 2024, Conditions d'exploitation autres que normales
Prescription contrôlée : L'évaluation périodique consiste en : [...] - la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ; - l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire.
<u>Constat de la visite d'inspection précédente (26 août 2024)</u> Les conditions OTNOC sont bien intégrées et suivies dans le système de surveillance des conditions d'exploitation de l'installation (vu en salle des commandes le suivi des OTNOC et les statistiques associés (type, occurrence, durée)). Selon l'exploitant, la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées et l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC est possible via le logiciel de surveillance de SUEZ de l'exploitation. <u>Il reste à démontrer que la surveillance, l'enregistrement et l'évaluation périodique des émissions pendant les OTNOC est effective.</u> <u>Visite d'inspection du 25 novembre 2025</u> Sur place, l'exploitant présente sa revue annuelle 2024 dédiée à la gestion des OTNOC. Ce document, basé sur un modèle régional interne au groupe SUEZ, présente la gestion des 21 types d'OTNOC. En 2024, les périodes OTNOC sont réparties de la manière suivante : <ul style="list-style-type: none">• <u>Ligne 1</u> : 5h33• <u>Ligne 2</u> : 11h46 L'inspection des installations classées constate, via ce document, que la surveillance et l'enregistrement des émissions pendant les OTNOC est effective. Le document susmentionné aborde également des pistes d'amélioration par typologie d'OTNOC. A noter que les OTNOC anormalement faibles font également l'objet d'investigations. <u>Constat : Pas de non-respect constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Respect des VLE associées aux émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 7.1.1
Thème(s) : Autre, Actions nationales 2024, valeurs limites d'émissions
Prescription contrôlée : En conditions normales de fonctionnement, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions associées aux émissions atmosphériques canalisées [...] listées dans le tableau 7.1.1 de l'annexe 7 de l'arrêté.

Constat de la visite d'inspection du 26 juin 2024

L'inspection constate :

- de très légers dépassements ponctuels des VLEj NOC (2 sur la ligne 1 et 4 sur la ligne 2) sur la période de mars à mai 2024 ;
- l'absence de report des mesures de mercure dans le rapport mensuel faisant état des mesures en continu sur la ligne 2 en condition NOC.

L'inspection rappelle que dorénavant les rapports mensuels des mesures en moyenne journalière NOC doivent être transmis à la DREAL (autosurveillance).

Visite d'inspection du 25 novembre 2025

Par courriel du 19 novembre 2025, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les rapports mensuels des mesures en moyenne journalière NOC. Les rapports indiquent :

- Pour la ligne 1
- 6 dépassements pour le dioxyde de soufre (SO₂) en août 2025 :
 - 40.29 mg/Nm³ le 07/08/2025,
 - 48.18 mg/Nm³ le 08/08/2025,
 - 47.10 mg/Nm³ le 13/08/2025,
 - 58.21 mg/Nm³ le 14/08/2025,
 - 43.24 mg/Nm³ le 16/08/2025,
 - 49.85 mg/Nm³ le 17/08/2025,
- 1 dépassement pour le dioxyde de soufre (SO₂) en octobre 2025 :
 - 46.96 mg/Nm³ le 31/10/2025.
- Pour la ligne 2
- 5 dépassements pour le dioxyde de soufre (SO₂) en août 2025 :
 - 54.27 mg/Nm³ le 13/08/2025,
 - 50.23 mg/Nm³ le 14/08/2025,
 - 48 mg/Nm³ le 16/08/2025,
 - 45.06 mg/Nm³ le 17/08/2025,
 - 40.87 mg/Nm³ le 25/08/2025,
- 1 dépassement pour le dioxyde de soufre (SO₂) en octobre 2025 :
 - 48.50 mg/Nm³ le 31/10/2025.

Pour rappel, la valeur limite d'émission pour le dioxyde de soufre est de 40 mg/Nm³ en moyenne journalière.

L'inspection des installations classées constate que les rapports mensuels mentionnent dorénavant le mercure.

Par sondage, l'inspection des installations classées consulte les rapports produits par la société SOCORAIR relatifs au suivi en semi-continu des PCDD/F et PCB "Dioxin Like" du mois d'avril 2025 et mars 2025.

- Rapport d'essais 25EP082 (mars) :
- Pour la ligne 1
- Pour les PCDD/PCDF : 0.006 ng I-TEQ/Nm³ sur sec à 11% d'O₂. Pour rappel, la valeur limite d'émission pour les PCDD/PCDF est de 0.08 ng I-TEQ/Nm³ sur sec à 11% d'O₂.
- Pour les PCB "Dioxin-like" : 0.0022 ng I-TEQ/Nm³ sur sec à 11 % d'O₂.
- Pour la ligne 2
- Pour les PCDD/PCDF : 0.022 ng I-TEQ/Nm³ sur sec à 11% d'O₂.
- Pour les PCB "Dioxin-like" : 0.0028 ng I-TEQ/Nm³ sur sec à 11 % d'O₂.
- Rapport d'essais 25 EP083 (avril) :

- Pour la ligne 1
- Pour les PCDD/PCDF : 0.002 ng I-TEQ/Nm3 sur sec à 11% d'O2.
- Pour les PCB "Dioxin-like" : 0.0003 ng I-TEQ/Nm3 sur sec à 11% d'O2.
- Pour la ligne 2
- Pour les PCDD/PCDF : 0.005 ng I-TEQ/Nm3 sur sec à 11% d'O2.
- Pour les PCB "Dioxin-like" : 0.0004 ng I-TEQ/Nm3 sur sec à 11% d'O2.

Enfin, et après réception du rapport de la société KALI-AIR relatif au contrôle inopiné réalisé du 15 au 17 juillet 2025, l'inspection des installations classées constate un dépassement pour l'acide chlorhydrique (HCl) (8.9 mg/m³ sur sec pour une valeur limite de 8 mg/m³).

A ce sujet, l'exploitant indique, par courriel du 22 septembre 2025, *"qu'il s'est avéré que le problème venait certainement des bouteilles utilisées pour l'analyse des HCl. Les étalons servant à la certification de ces bouteilles étaient mauvais : les certificats indiquaient bien 10 ppm mais les bouteilles étaient en réalité supérieures à 11 voire 12 ppm"*. L'exploitant indique également avoir demandé une contre-analyse. Lors de l'écriture du présent rapport, l'inspection des installations classées n'a pas connaissance des résultats de la contre-analyse.

Constat : Des dépassements sont constatés pour les paramètres suivants :

- Dioxyde de soufre,
- Acide chlorhydrique.

L'exploitant veillera à transmettre les résultats de la contre-analyse susmentionnée dès réception.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Installation électrique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/05/2004, article 9.5

Thème(s) : Risques accidentels, Installation électrique

Prescription contrôlée :

L'installation électrique doit être conçue, réalisée et entretenue conformément au décret n°88.1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises de la série NE C ou aux normes européennes équivalentes qui lui sont applicables.

[...]

Un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport de contrôle. Il est remédié à toute déficience relevée dans les délais les plus brefs. [...]

Visite d'inspection du 25 novembre 2025

Par courriel du 10 décembre 2025, l'exploitant transmet les documents suivants :

- Le rapport de vérification des installations électriques n°134349525-001-1 du 06/05/2025 rédigé par l'APAVE. Ce dernier indique 17 observations.
- Le certificat Q18 annexé au rapport n°134349525-001-1 du 06/05/2025 rédigé par l'APAVE. Le certificat indique que le site est susceptible d'entraîner des risques d'incendie ou d'explosion. En effet, un dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel a été constaté au niveau de la zone "exploitation" - Hall fours - Niveau +15.2m.
- Le rapport de vérification des installations électriques n°134349525-001-2-ERT du 13/11/2025 rédigé par l'APAVE et qui annule et remplace le rapport 134349525-001-1. Le rapport du 13/11/2025 indique 1 observation.

Néanmoins, le rapport de vérification n°134349525-001-2-ERT n'abroge pas le certificat Q18 produit le 06/05/2025. Par conséquent, et dans l'attente d'un nouveau certificat Q18, l'inspection des installations classées considère que l'installation électrique n'est pas maintenue en bon état.

Constat : L'installation électrique n'est pas maintenue en bon état. L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'action et les justificatifs associés afin de répondre aux remarques du bureau de contrôle, notamment sur le certificat Q18. L'exploitant expliquera également la raison de la modification du rapport n°134349525-001-1. A noter que ce rapport a été modifié sans visite du site par le bureau de contrôle.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 7 jours

N° 4 : Consommation d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/05/2004, article 11.1.A

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les prélèvements sont limités aux valeurs suivantes.

* Prélèvement en nappe :

- 40 m³/h

- 200 m³/j

- 65 000 m³/an

* Prélèvement sur le réseau collectif

- 1 m³/h

- 10 m³/j

- 3 500 m ³ /an
<p><u>Constat de la visite d'inspection précédente (26 juin 2024)</u> Dépassement de la quantité autorisée de prélèvement d'eau dans la nappe.</p> <p><u>Visite d'inspection du 25 novembre 2025</u> Pour l'année 2024, l'exploitant déclare sur le portail GEREPE, un prélèvement en eau souterraine de 61 948 m³ et un prélèvement sur le réseau collectif de 1 467 m³. Sur place, et pour l'année 2025, l'inspection des installations classées consulte le registre des prélèvements des installations. Ce dernier indique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>Pour les prélèvements en nappe</u> : 58 553 m³ au 30 octobre 2025. • <u>Pour les prélèvements sur le réseau collectif</u> : 1 123 m³ au 30 octobre 2025. <p>Cependant, l'inspection des installations classées constate le dépassement, sur certains jours, du prélèvement maximal journalier autorisé. Ce dépassement atteint les 500 m³/j.</p> <p>L'exploitant indique que lors du remplissage des bassins de réserve incendie, il est possible que le prélèvement journalier soit dépassé. Pour rappel, lors de la visite d'inspection du 26 juin 2024, l'exploitant avait indiqué à l'inspection qu'une réflexion était menée par l'UVEA afin de limiter l'évaporation des bassins incendie et, a fortiori, la fréquence de remplissage des bassins.</p> <p><u>Constat :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • <u>La non-conformité relevée lors du point précédent est levée.</u> • <u>Considérant l'argumentaire de l'exploitant et la nécessité de remplissage des bassins de réserve incendie en période estivale, il semble que la limite de prélèvement journalier soit inadaptée. Dans le cas où cette situation serait amenée à être répétée, il convient de déposer un dossier de type "porter à connaissance" afin de régulariser la situation.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Natures des déchets admissibles

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/01/2024, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Natures des déchets admissibles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'article 14.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 05 mai 2004 sont remplacées par le présent article :</p> <p>« Les déchets admissibles sur le centre d'incinération sont constitués :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des déchets non dangereux : ◦ des déchets ménagers bruts ; ◦ des déchets industriels banals bruts (D.I.B. : déchets issus des entreprises du commerce, de l'artisanat, de l'industrie, des services et des administrations) ; ◦ des refus de tri des collectes sélectives (déchets ménagers, D.I.B, encombrants) et des refus de plateforme de compostage ; ◦ des boues déshydratées de station d'épuration d'eau usées urbaines (la filière de valorisation agricole doit toutefois être favorisée) ; ◦ des déchets d'activités de soin non contaminés assimilables aux déchets ménagers ; ◦ des déchets liquides en contenant clos de 1m³ maximum dans la limite de 4000t/an. Seuls les

déchets liquides classés comme suit, au titre de la décision n°2014/955/UE de la Commission du 18 décembre 2014, sont autorisés :

- 07 05 12 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 05 11

- 07 06 12 boues provenant du traitement in situ des effluents autres que celles visées à la rubrique 07 06 11

- 16 03 04 déchets d'origine minérale autres que ceux visés à la rubrique 16 03 03

- 16 03 06 déchets d'origine organique autres que ceux visés à la rubrique 16 03 05

Est interdite notamment l'admission :

- de tout autre déchet liquide différent de ceux mentionnés ci-dessus ;

- des déchets industriels dangereux et des déchets dangereux des ménages ;

- des substances explosives ;

- des déchets d'activités de soin contaminés au sens de la réglementation sanitaire ;

- des déchets issus des abattoirs ;

- des déchets radioactifs.

L'exploitant vérifie que les déchets réceptionnés sont conformes à ceux autorisés. »

Constat de la visite d'inspection précédente (26 juin 2024)

L'exploitant n'est pas en mesure de démontrer la nature exacte des déchets situés en bord de fosse et donc de démontrer que ces déchets sont autorisés à être acceptés sur le site.

Visite d'inspection du 25 novembre 2025

En réponse au constat précédent, par courrier du 30 août 2024, l'exploitant indique qu'un courrier a été envoyé aux apporteurs de GRV concernant les obligations réglementaires et documentaires à respecter.

Sur place, l'inspection des installations classées ne constate pas visuellement de déchets non-conforme.

De plus, l'inspection des installations classées consulte les éléments transmis par l'exploitant via la plateforme « Trackdéchet ». Les éléments suivants sont observés :

- Du 07/01/2025 au 25/04/2025, l'exploitant a accueilli 4.48 tonnes "d'archives papier" (code déchet : 20 01 01) produits par l'entreprise PROPOLIS ENVIRONNEMENT pour un traitement comme combustible (code R1). **Le site de Ouarville n'est pas autorisé à incinérer des papiers/cartons.**
- du 20/02/2025 au 25/04/2025, l'exploitant a accueilli 23.82 tonnes de "boue de step" (code déchet : 19 08 14) produits par l'entreprise FAURECIA pour un traitement comme combustible (code R1). **Le site de Ouarville n'est pas autorisé à recevoir des boues de step industrielle.**
- du 27/01/2025 au 24/03/2025, l'exploitant a accueilli 48.86 tonnes de boues provenant du traitement des eaux usées industrielles produits par l'entreprise HENKEL FRANCE OPERATION pour un traitement comme combustible (code R1). **Le site de Ouarville n'est pas autorisé à recevoir des boues de step industrielle.**
- du 06/01/2025 au 28/04/2025, l'exploitant a accueilli 92,60 tonnes de déchets de déferailage des mâchefers produits par l'entreprise SCOREL pour une utilisation comme combustible (code R1). **L'exploitant devra démontrer que ce type de déchets est autorisé à la combustion sur son site de Ouarville, qu'il répond au critère de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2024 et qu'il n'impacte pas significativement les rejets atmosphériques par l'émission de paramètres non-recherchés notamment.**

- le 27/02/2025, l'exploitant a accueilli 14.20 tonnes de "déchets de médicaments" (code déchet : 07 05 14) produits par l'entreprise SOPHARTEX pour un traitement comme combustible (code R1). **L'exploitant devra démontrer que ce type de déchets est autorisé à la combustion sur son site de Ouarville, qu'il répond au critère de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2024 et qu'il n'impacte pas significativement les rejets atmosphériques par l'émission de paramètres non-recherchés notamment.**
- le 13/01/2025, l'exploitant a accueilli 6.62 tonnes de déchets pharmaceutiques (code déchet : 07 05 14) produits par l'entreprise BEAUFOUR IPSEN DREUX INDUSTRIE pour un traitement comme combustible (code R1). **L'exploitant devra démontrer que ce type de déchets est autorisé à la combustion sur son site de Ouarville, qu'il répond au critère de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2024 et qu'il n'impacte pas significativement les rejets atmosphériques par l'émission de paramètres non-recherchés notamment.**
- du 08/01/2025 au 24/04/2025, l'exploitant a accueilli 555.48 tonnes de déchets de construction et de démolition (code déchet 17 09 04) produits par l'entreprise CAPRECYCLAGE28 pour un traitement comme combustible (code R1). **L'exploitant devra démontrer que ce type de déchets est autorisé à la combustion sur son site de Ouarville, qu'il répond au critère de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2024 et qu'il n'impacte pas significativement les rejets atmosphériques par l'émission de paramètres non-recherchés notamment.**
- du 08/01/2025 au 28/04/2025, l'exploitant a accueilli 125.92 tonnes d'emballage en papier/carton (code déchet 15 01 01). Pour cette typologie de déchets, le producteur n'est pas identifié. Le traitement réalisé pour ce déchet est un traitement par combustion (code R1). **Le site de Ouarville n'est pas autorisé à incinérer des papiers/cartons.**
- du 16/01/2025 au 14/04/2025, l'exploitant a accueilli 54.74 tonnes de médicaments (code déchet 20 01 32) en provenance de l'entreprise CENTRE SPÉCIALITÉS PHARMACEUTIQUES de Moussy le Neuf ou Saint Cyr en Val pour un traitement comme combustible (R1). **L'exploitant devra démontrer que ce type de déchets est autorisé à la combustion sur son site de Ouarville, qu'il répond au critère de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2024 et qu'il n'impacte pas significativement les rejets atmosphériques par l'émission de paramètres non-recherchés notamment.**
- le 20/02/2025, l'entreprise a accueilli 9.98 tonnes de médicament (code déchet 18 01 09) en provenance de l'entreprise TEDIS pour un traitement comme combustible (R1). **L'exploitant devra démontrer que ce type de déchets est autorisé à la combustion sur son site de Ouarville, qu'il répond au critère de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2024 et qu'il n'impacte pas significativement les rejets atmosphériques par l'émission de paramètres non-recherchés notamment.**
- le 07/01/2025 et le 30/01/2025, l'exploitant a accueilli 2.02 tonnes de papier/carton (code déchet 20 01 01) en provenance de la mairie de Baudreville et de l'hôpital de Châteaudun pour un traitement comme combustible (code R1). **Le site de Ouarville n'est pas autorisé à incinérer des papiers/cartons.**

Constat : Des déchets non autorisés sont traités sur le site de Ouarville.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Sobriété hydrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété - gestion de l'eau dans l'établissement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> -utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]
<p><u>Visite d'inspection du 25 novembre 2025</u></p> <p>En réponse à l'arrêté préfectoral du 21 mars 2024 définissant des modalités de diagnostic des prélèvements, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, par courrier du 24 juillet 2025, la version n°2 du diagnostic de prélèvement et des usages de l'eau.</p> <p>De façon synthétique, ce document indique que le volume d'eau indispensable au processus correspond à la consommation annuelle d'eau de forage (environ 65 000 m³) et eau de pluie (28 900 m³) moins l'évaporation des bassins (2 900 m³). Ce volume est donc de l'ordre de 91 000 m³. Ce volume est indispensable au process et aucun organe ne peut être suspendu ou décalé sans arrêter l'usine et donc l'incinération des déchets. Dans ce volume est compris le volume utile à l'exploitation de la plateforme mâchefers (11 650 m³). Les mâchefers étant composés de particules fortement mobilisables au vent, une aspersion d'eau pour alourdir les particules et ainsi éviter les risques sanitaires liés aux envols de poussière, est réalisée tout au long de l'année et particulièrement l'été (donc en période de crise hydrique).</p> <p>Les actions d'économie d'eau identifiées par l'exploitant sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La suppression des pertes, avec notamment la diminution de l'évaporation des eaux de pluie en priorisant celles-ci sur l'utilisation de forage sur certains organes du process. • Mis en place d'une procédure d'utilisation de la fosse vidange chaudière afin de collecter et d'utiliser l'eau de pluie vouée à l'évaporation (2 000 m³). <p>De plus, l'exploitant a identifié les actions réalisables en période de sécheresse, graduées en fonction des seuils d'alerte franchie.</p> <p>L'inspection des installations classées informe l'exploitant qu'un arrêté de prescription complémentaire sera proposé à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir afin d'acter les résultats de</p>

l'étude susmentionnée.
<u>Constat : Pas de non-respect constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II et III
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – connaissance des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. III - Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif équivalent permettant un isolement avec la distribution alimentaire, etc.) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs, etc.) ; - les ouvrages d'épuration interne, les points de surveillance et les points de rejet de toute nature.
<u>Visite d'inspection 25 novembre 2025</u> Sur place, l'inspection des installations classées consulte le plan des réseaux. Ce dernier comprend l'ensemble des éléments prescrits par l'article 4-II et III de l'arrêté ministériel du 02 février 1998. <u>Constat : Pas de non-respect constaté.</u>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Données de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2025, Stratégie de sobriété – indicateurs sur les volumes de prélèvement
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m3/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<u>Visite d'inspection du 25 novembre 2025</u> Sur place, l'inspection des installations classées consulte le registre des débits prélevés et constate que, les données du dispositif totalisateur sont cohérentes avec le registre de l'exploitant. Ce

dernier est complété tous les jours.

Constat : Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Les installations exemptées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3

Thème(s) : Actions nationales 2025, Sobriété en sécheresse - Installations exemptées par l'AM

Prescription contrôlée :

Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :1° Les installations nécessaires aux activités suivantes :

- captage, traitement et distribution d'eau destinée à la consommation humaine (eau potable) ou d'eaux conditionnées (eau de source, eau rendue potable par traitements, eau minérale naturelle) ;
- captage, traitement et distribution d'eau destinée aux établissements de santé, aux établissements et aux services sociaux et médico-sociaux ;
- alimentation en eau pour l'abreuvement, la santé, la survie et le bien-être des animaux et le respect des règles sanitaires liées aux animaux ;
- transformation agroalimentaire en flux poussé : transformation ou conditionnement en produits et ingrédients destinés à l'alimentation humaine et animale de matières premières d'origine agricole périssables à l'état frais, qui ne sont pas à l'état congelé, et dont la transformation ne peut être différée ;
- production, distribution et cogénération d'électricité ;
- production et distribution d'énergie produite à partir de sources renouvelables mentionnées à l'article L. 211-2 du code de l'énergie ;
- production de médicaments d'intérêt thérapeutique majeur et leurs principes actifs ou de médicaments contribuant à une politique de santé publique définie par le ministre chargé de la santé ;
- collecte, tri, transit, regroupement et traitement de déchets dangereux et non dangereux ;
- nettoyage des textiles utilisés au sein d'établissements de santé ;

2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;

3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;

4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 1er janvier 2023.

Visite d'inspection du 25 novembre 2025

L'exploitant indique ne pas être soumis à l'article 2. En effet, et considérant l'activité du site (traitement de déchets non dangereux), le site est exempté des prescriptions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023.

Néanmoins, l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que les articles 1, 4 et 5 de l'arrêté ministériel susmentionné restent applicables.

Constat : Pas de non-respect constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : L'installation est conçue et aménagée de façon à réduire autant que faire se peut les risques d'incendie et à limiter toute éventuelle propagation d'un incendie [...]
<u>Visite d'inspection du 25 novembre 2025</u> Par sondage, l'inspection des installations classées consulte le dernier rapport de vérification technique relatif au robinet d'incendie armés (RIA) et au système de sécurité incendie. Ce rapport, rédigé par la société APAVE le 02 décembre 2024 indique : <ul style="list-style-type: none"> • Pour les RIA : <ul style="list-style-type: none"> ◦ Présence d'une fuite au niveau du dévidoir du robinet d'incendie armé (RIA du local pompe), ◦ Absence de poignée de la manœuvre sur la lance (RIA du local effluent), ◦ Accès au robinet d'incendie encombré (RIA du local effluent), ◦ Présence d'une fuite au niveau du dévidoir du robinet d'incendie armé (RIA du four +5), • Pour le système de sécurité incendie, le rapport ne comprend pas d'observation. Sur place, l'inspection des installations classées constate que l'accès au robinet d'incendie au niveau du local effluent est dorénavant accessible.
<u>Constat : Considérant les conclusions du rapport de vérification technique susmentionné, et dans l'attente des conclusions du rapport de vérification de l'année 2025, l'inspection des installations classées considère que le système anti-incendie n'est pas suffisamment entretenu.</u>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant d'érépondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Prévention de la pollution de l'air

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/05/2004, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté du site
Prescription contrôlée :

[...] L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus.[...]

Visite d'inspection du 25 novembre 2025

Sur place, au niveau du four n°1, l'inspection des installations classées constate que le local contient, en quantité non négligeable, de la fumée issue de la combustion. Il est également constaté une fuite au niveau du four n°1. L'exploitant indique que les fuites sont la résultante d'un effet de surpression généré par certaines explosions de bonbonnes de protoxyde d'azote. L'inspection note que la dégradation des fours par les explosions semble également accentuer ce phénomène. Afin de remédier à cette situation, l'exploitant procède à une modification du taux d'injection d'oxygène afin de réduire la pression dans le four. L'inspection des installations constate la diminution des rejets non-canalises.

Néanmoins, l'inspection constate qu'une quantité importante de fumée provenant de la combustion des déchets n'est pas canalisée ni prise en charge par les dispositifs de traitement des fumées.

Contacté a posteriori, l'exploitant indique avoir procédé à la réparation de la fuite constatée le jour de l'inspection.

Constat : Au jour de l'inspection l'ensemble des gaz issus de l'incinération des déchets ne sont pas canalisés à cause d'une fuite au niveau du four n°1. Cela est la résultante de l'absence de réparation de certains dégâts induits, notamment, par les explosions des bonbonnes de protoxyde d'azote au niveau du four n°1. L'exploitant s'assurera de l'absence d'autres sources d'émissions diffuses et transmettra le justificatif des travaux réalisés au niveau du four n°1.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours